

Résidence Les Orangers

**Etablissement d’Hébergement**

**Pour Personnes Agées Dépendantes**

|  |
| --- |
| **Marché public d’assurance du personnel** |

**Date et heure limite de remise des offres :** 19 Octobre 2023 à 16 heures

Le présent document comprend 27 pages, incluse celle-ci.

**SOMMAIRE**

**REGLEMENT DE CONSULTATION**

**Article 1er :** Objet de la consultation

**Article 2 :** Procédure de passation

**Article 3 :** Durée du marché

**Article 4 :** Allotissement

**Article 5 :** Modalités de paiement

**Article 6 :** Dossier de consultation

**Article 7 :** Délai de validité des offres

**Article 8 :** Contenu des offres

*8-1. Offre de base – forme du prix*

*8-2. Variantes*

**Article 9 :** Documents à fournir par les candidats

**Article 10 :** Dépôt des offres

**Article 11 :** Négociations avec les candidats

**Article 12:** Critères de sélection des offres

**Article 13 :** Attribution du marché

**Article 14 :** Renseignements complémentaires

**ACTE D’ENGAGEMENT**

**Titre I**: Identifiant

**Titre II :** Conditions d’exécution du marché

**Titre III :** Gestion et prestations associées au marché

**Titre IV** : Prix du marché

Règlement de la consultation

## Article 1 – Objet de la Consultation

**L’EHPAD « Les Orangers »**, représenté par **Madame Natalie FOURNEL**, procède à une consultation en vue de souscrire son contrat d’assurance, garantissant tout ou partie des risques financiers liés à la protection sociale statutaire de son personnel, en application des dispositions législatives et réglementaires régissant le statut de la fonction publique hospitalière.

* Nombre d’agents affiliés à la C.N.R.A.C.L. : 41
* Traitement indiciaire brut **pour l’année 2022** = 850 579, 64 euros
* NBI pour l’année 2022 = 14 478,87 euros
* CTI pour l’année 2022 = 115 605, 95 euros.

**Article 2 – Procédure de passation**

La présente consultation est lancée sous la forme d’une procédure adaptée.

## Article 3 – Durée du Marché

Le présent marché est conclu, pour une durée de deux années, à compter du **1er janvier 2024**, et prendra fin le **31 décembre 2025** à minuit.

**Article 4 – Allotissement**

Marché unique.

Pas de division en lots.

### **Article 5 – Modalités de paiement**

### Mandat administratif ou toute autre modalité de paiement validée par la Direction de la comptabilité publique, conformément à la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d’adaptation de la législation au droit de l’Union européenne en matière économique et financière et du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement.

**Article 6 – Dossier de consultation**

Un exemplaire du dossier de consultation est remis gratuitement à chaque candidat.

Il comprend, par ordre de priorité croissant :

* Le présent règlement de consultation,
* L’acte d’engagement.

Le dossier de consultation est disponible via le site d’accès : <http://www.ehpad-lesorangers.fr>.

En cas de retrait du dossier dématérialisé, toute modification du dossier de consultation fait l’objet d’un envoi de message électronique à l’adresse e-mail qui a été indiquée lors du téléchargement du dossier.

Lors du téléchargement du dossier de consultation des entreprises, le soumissionnaire est invité à renseigner son nom, une adresse électronique, ainsi que le nom d’un correspondant afin qu’il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuels compléments (précisions, réponses, rectifications).

**Article 7 – Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

**Article 8 – Contenu des Offres**

* 1. ***Offre de base – Forme du prix***

Le candidat a l’obligation de présenter une offre correspondant à l’ensemble des demandes mentionnées dans l’acte d’engagement.

Le prix sera exprimé en pourcentage de l’assiette de cotisation.

* 1. ***Variantes***

Dès lors qu’ils auront répondu à l’offre de base, les candidats pourront proposer des variantes qui devront respecter les exigences minimales, formulées dans le présent dossier de consultation, relatives au régime du contrat (capitalisation) et aux rechutes.

Les candidats devront faire apparaître les variantes de façon distincte de l’offre de base, soit dans une annexe à l’acte d’engagement, soit, lorsque les modifications apportées aux exigences du dossier de consultation seront moindres, dans l’acte d’engagement lui-même.

**Article 9 – Documents à fournir par les candidats**

Le candidat peut présenter pour le présent marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel ou de membre d’un ou plusieurs groupements.

Chaque candidat est tenu de fournir obligatoirement les documents suivants (obligatoirement rédigés en langue française) :

* **Documents relatifs au candidat :**
* Lettre de candidature ;
* Déclaration du candidat ;
* Si le candidat est en redressement judiciaire : copie du ou des jugements prononcés à cet effet ;
* Déclaration sur l’honneur du candidat attestant qu’il n’a pas fait l’objet d’une interdiction de soumissionner conformément aux dispositions de l’article 45 de l’ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.
* Le candidat auquel il est envisagé d’attribuer le marché devra, sur simple demande de l’établissement, dans un délai de quinze (15) jours, pouvoir produire les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents, prouvant qu’il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales, ainsi que toutes les pièces mentionnées à l’article 51 du décret n°206-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics afin de prouver qu’il n’entre pas dans les cas d’interdiction de soumissionner visés à l’article 45 de l’ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.
* **Documents relatifs au candidat et, le cas échéant, au sous-traitant :**
* Le candidat devra donner une liste de références concernant la gestion des contrats d’assurance du personnel souscrits par des établissements publics hospitaliers ;
* Le candidat devra indiquer son chiffre d’affaires global et la part de celui-ci représenté par l’assurance du personnel pour les établissements hospitaliers pour les trois derniers exercices ;
* Les noms et qualifications professionnelles des membres du personnel chargé de l’exécution du marché ;
* Les certifications qualité ;
* Les moyens informatiques.

Le marché public ne pourra être attribué à un opérateur économique qui serait dans un cas d’interdiction de soumissionner.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d’un système électronique de mise à dispositions d’informations administré par un organisme officiel ou d’un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l’accès à ceux-ci soit gratuit.

Les candidats ont la possibilité de recourir au DUME.

Avant de procéder à l’examen des candidatures, le pouvoir adjudicateur qui constate que des pièces, dont la production était réclamée, sont absentes ou incomplètes, peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

En outre, si un candidat ou un soumissionnaire qui se trouve dans un cas d’interdiction de soumissionner ne satisfait pas aux conditions de participation fixées ou ne peut produire dans un délai imparti par le pouvoir adjudicateur les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

Dans ce cas, lorsque la vérification des candidatures intervient après la sélection des candidats ou le classement des offres, le candidat ou le soumissionnaire dont la candidature ou l’offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

* **Documents relatifs à l’offre**

**-** Le présent règlement de consultation daté et signé ;

- L’acte d’engagement complété, daté et signé ;

- Les observations et/ou réserves éventuelles ;

- Les variantes éventuelles.

Le candidat peut fournir également :

- L’exemplaire des conditions générales et/ou particulières du contrat d’assurance proposé ;

- La description des moyens mis à disposition et le coût d’utilisation des moyens de prévention des risques.

**L’absence de remise par un soumissionnaire des conditions générales et/ou particulières du contrat d’assurance ne peut, en aucun cas, permettre de déclarer l’offre non conforme.**

**Toutefois, dans l’hypothèse où ces documents sont fournis, ils constituent un tout indivisible avec l’acte intitulé « Acte d’engagement ».**

L’acte d’engagement ne sera envoyé aux fins de renseignement dans des termes conformes à l’offre remise et de signature par l’opérateur d’assurance, le cas échéant, régulièrement représenté par un intermédiaire habilité à cette fin (l’habilitation à signer sera jointe à l’acte d’engagement) qu’au soumissionnaire pressenti pour l’attribution.

**Article 10 – Dépôt des offres**

Le délai de validité des propositions est de cent vingt (120) jours. Il court à compter de la date fixée pour la remise des propositions.

Les offres en réponse seront remises de façon dématérialisée.

Le dossier de réponse peut être déposé au pouvoir adjudicateur, à l’adresse courriel suivante :

natalie.fournel@orange.fr.

Les frais d’accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

L’attention des candidats est attirée sur le fait que seule la fin de la transmission complète du dossier génère l’accusé du dépôt de pli électronique qui doit intervenir avant la date et l’heure fixées dans l’avis d’appel public à la concurrence. La transmission fera l’objet d’une date certaine de réception et d’un accusé de réception électronique.

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout pli transmis au-delà de la date et de l’heure limites de dépôt sera considéré comme hors délais.

Si une candidature/offre est envoyée plusieurs fois, le dernier envoi annule et remplace le(s) précédent(s) si celui-ci est parvenu avant la date et l’heure limites de remise des offres.

Les soumissionnaires disposeront d’un système de contrôle des virus informatiques et s’assureront avant la constitution de leur pli que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

Signature électronique

Conformément à l’arrêté du 15 juin 2012, susvisé, les catégories de certificats de signature utilisées pour signer électroniquement, laissées au libre choix des signataires, doivent nécessairement être conformes au référentiel général de sécurité (RGS), ou doivent garantir un niveau de sécurité équivalent.

Une fois l’attributaire désigné, le pouvoir adjudicateur s’assurera que l’acte d’engagement sera signé par la personne habilitée.

Dans le cas d’une remise de candidature et d’offre par un groupement d’entreprises, seul le mandataire du groupement sera tenu de signer l’acte d’engagement sous réserve de fournir les habilitations justifiant de sa capacité juridique à signer au nom et pour le compte des autres.

**Article 11 – Négociations avec les candidats**

Après l’ouverture des plis par le pouvoir adjudicateur, celui-ci engagera des négociations avec les candidats dont le dossier de candidature et l’offre présentée sont conformes aux spécifications exigées par le présent cahier des charges.

Le pouvoir adjudicateur peut toutefois attribuer un marché public sur la base des offres initiales sans négociation, à condition d’avoir indiqué dans les documents de la consultation qu’il se réserve la possibilité de le faire.

**Article 12 – Critères de sélection des offres**

Il est précisé que les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables présentées par les candidats seront éliminées.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié ne pouvant excéder dix (10) jours, à condition qu’elles ne soient pas anormalement basses au sens de l’ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique.

Pour retenir l’offre économiquement la plus avantageuse, l’établissement prendra en compte les critères de sélection suivants :

Le choix sera noté sur un total de 100 points :

1 / Prix de l’offre Pondération : 45

2 / Etendue et gestion des garanties Pondération : 40

3 / Qualité des outils d’assurance, de prévention et Pondération : 15

d’aide à la réduction de la sinistralité

\_\_\_

TOTAL 100

Ces critères seront appréhendés de la façon suivante :

**Critère n°1 : Prix de l’offre**

Ce critère est noté en fonction des tarifications du candidat et des statistiques fournies dans le dossier de consultation :

* + Prix de l’offre

Le maximum de points est attribué au candidat qui a présenté l’offre la moins-disante.

ATTENTION, : les offres anormalement basses, notamment par rapport aux statistiques fournies par la collectivité, à son taux de cotisation actuel, aux données d’absentéisme national dans la fonction publique, feront l’objet d’une demande de précisions auprès du ou des candidats.

En l’absence de justifications suffisantes, la collectivité se réserve le droit de rejeter l’offre.

**Critère n°2 : Etendue et gestion des garanties**

Ce critère est appréhendé à partir des propositions des candidats en matière de :

* + Durée des indemnisations journalières après résiliation et au terme du contrat
  + Revalorisation des indemnités journalières pendant la durée du contrat et

après le terme du contrat

* + Niveau de remboursement des prestations : capitaux décès, indemnités journalières, prestations en nature
  + Durée d’indemnisation des frais médicaux après résiliation et au terme du contrat
  + Déclaration unique accident de service / maladie professionnelle
  + Tiers payant
  + Statistiques détaillées (bilan/analyses spécifiques)
  + Interlocuteur unique
  + Déclaration des sinistres et/ou des bases de l’assurance par Internet
  + Contenu du portail Internet
  + Autre outil innovant, le cas échéant, en matière de gestion du contrat
  + Délai de remboursement des sinistres
  + Délai de remboursement des praticiens locaux par virement bancaire
  + Procédures et outils du candidat lui permettant de garantir ses délais

**Critère n°3 : Qualité des outils d’assistance, de prévention et d’aide à la réduction de la sinistralité**

Ce critère est appréhendé à partir des propositions des candidats sur les points suivants :

* + Contre-visite médicale
  + Expertise médicale
  + Recours
  + Assistance juridique statutaire / protection sociale
  + Formation assistance hygiène et sécurité
  + Maintien dans l’emploi / reclassement / réinsertion professionnelle/soutien psychologique
  + Outil pour l’évaluation des risques professionnels
  + Action mise en place concernant les risques psychosociaux
  + Accompagnement pour la formation des assistants de prévention
  + Statistiques d’absentéisme
  + Délai de réponse de l’assistance juridique statutaire / protection sociale
  + Délai de réponse de l’assistance en hygiène et sécurité
  + Délai de mise en œuvre des contre-visites médicales et expertises médicales
  + Autre outil innovant, le cas échéant, en matière de prévention des risques et de réduction de la sinistralité

**Article 13 – Attribution du Marché**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite à la consultation si aucune offre n’est jugée acceptable au regard des critères du présent règlement de consultation.

Les candidats seront avisés du rejet ou de l’acceptation de leur offre par lettre recommandée avec demande d’avis de réception, dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Le soumissionnaire retenu recevra, sous ce pli recommandé avec accusé de réception, une lettre de notification accompagnée de l’acte d’engagement pré-rempli et non signé par le pouvoir adjudicateur conformément à l’offre déposée, ainsi que des délégations de signature éventuellement accordées par le Directeur de l’établissement.

Le soumissionnaire retenu dispose d’un délai de 15 jours à compter de la date de réception de l’acte d’engagement (le récépissé d’accusé réception faisant foi) pour le compléter et le retourner signé électroniquement.

A réception de l’acte d’engagement, le pouvoir adjudicateur se réserve un délai de 30 jours maximum pour vérifier la conformité de l’acte avec l’offre remise initialement.

Une fois les vérifications effectuées, la pouvoir adjudicateur notifiera l’acte d’engagement signé par les deux parties.

Le candidat retenu devra impérativement remettre à l’établissement une note de couverture non limitée dans le temps dans les 15 jours qui suivent la notification du marché.

Le candidat retenu dispose d’un délai de 120 jours à compter de la date de réception de la lettre de notification (le récépissé d’accusé de réception faisant foi) pour remettre le contrat définitif, conforme au cahier des charges et à son acte d’engagement.

A réception du contrat, l’Etablissement se réserve un délai de 30 jours pour vérifier la conformité du contrat avec l’offre remise initialement, et le régulariser.

A la signature du contrat, l’Etablissement s’engage à mandater le paiement de l’avis d’échéance présenté, dans le respect des règles de paiement imposées par la comptabilité publique.

En tout état de cause, le paiement des prestations est subordonné au paiement de la cotisation et à la signature du contrat.

**Article 14 – Renseignements complémentaires**

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les soumissionnaires devront faire parvenir au plus tard 7 jours calendaires avant la date de remise des offres, une demande écrite à :

Renseignements d’ordre administratif :

**Madame Le Directeur**

**EHPAD « Les Orangers »**

**22, rue de l’Hôpital**

**06620 Bar sur Loup**

**Tél. : 04.93.40.68.00**

[**natalie.fournel@wanadoo.fr**](mailto:natalie.fournel@wanadoo.fr)

Renseignements d’ordre technique

**Madame Eloïse CLUNIAT**

**EHPAD « Les Orangers »**

**22, rue de l’Hôpital**

**06620 Bar sur Loup**

**Tél. : 04.93.40.68.08**

**rh.barsurloup@wanadoo.fr**

**Mention « Lu et accepté »**

**Date, cachet et signature du candidat**

ACTE D’ENGAGEMENT

**Les conditions particulières et/ou générales du contrat d’assurance remises obligatoirement par l’assureur constituent un tout indivisible avec le présent document intitulé « Acte d’engagement ».**

**Sommaire :**

**Titre I : Identifiant**

**Titre II : Conditions d’exécution du marché**

**Titre III : Gestion et prestations associées au marché**

**Titre IV : Prix du marché**

* **Personne publique :**

EHPAD « Les Orangers »

22, rue l’Hôpital

06620 Le Bar sur Loup

* **Représenté** par : Le Directeur, Natalie FOURNEL
* **Objet du marché :**

**L’EHPAD « Les Orangers »,** représenté par **Madame Natalie FOURNEL**, procède à une consultation en vue de souscrire son contrat d’assurance, garantissant tout ou partie des risques financiers liés à la protection sociale statutaire de son personnel, en application des dispositions législatives et réglementaires régissant le statut de la fonction publique hospitalière.

* **Objet de l’acte d’engagement :**

Le présent acte d’engagement correspond à l’offre de base.

* **Procédure de passation :**

La présente consultation est lancée sous la forme d’une procédure adaptée en application de l’ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative de la commande publique.

**TITRE I – Identifiant**

***1.1 L’Etablissement***

**EHPAD « Les Orangers »**

**22, rue de l’Hôpital**

**06620 Bar sur Loup**

**N° de Siret : 260 600 168 000 17**

* **Comptable assignataire : Service de gestion comptable d’Antibes, 2203 Chemin de Saint Claude 06 606 ANTIBES CEDEX – Monsieur Mbadi SOGNOG-BIDJECK, Comptable public, inspecteur principal.**
* **La personne responsable du marché est : Madame Natalie FOURNEL**

***1.2 Engagement du candidat***

* **Compagnie d’assurance :**

**Je soussigné (Nom et prénoms) :**

**Agissant pour mon propre compte 🞏 Pour le compte de 🞏**

**Adresse du siège social :**

**Téléphone :**

**Télécopie :**

**Numéro SIRET :**

* **Intermédiaire :**

**Je soussigné (Nom et prénoms) :**

**Agissant pour mon propre compte 🞏 Pour le compte de 🞏**

**Adresse du siège social :**

**Forme juridique :**

**Téléphone :**

**Télécopie :**

**Numéro SIRET :**

* **Délégataire de gestion :**

**Je soussigné (Nom et prénoms) :**

**Agissant pour mon propre compte 🞏 Pour le compte de 🞏**

**Adresse du siège social :**

**Téléphone :**

**Télécopie :**

**Numéro d’immatriculation au R.C.S. :**

Après avoir pris connaissance du règlement de consultation et du présent acte d’engagement,

**M’engage** :

* Conformément aux clauses et conditions des documents visés ci-dessus, à exécuter la prestation (services d’assurances) dans les conditions ci-après définies.

L’offre ne me lie toutefois que si l’acte d’engagement à signer m’est notifiée dans un délai maximum de **30 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

**TITRE II – Conditions d’exécution du marché**

Les conditions d’exécution du marché sont déterminées par les conditions particulières et/ou générales proposées par le candidat.

La tarification proposée par le candidat, au Titre IV du présent acte d’engagement devra inclure les prestations proposées par le candidat dans le cadre du présent Titre.

**TITRE III– Gestion et prestations associées au marché**

La tarification proposée par le candidat, au Titre IV du présent acte d’engagement devra inclure les prestations décrites ci-dessous.

**Pour chaque rubrique, en cas de réponse négative, le candidat devra notamment indiquer le montant mis à la charge de l’établissement.**

Pour chaque rubrique, on entend par « candidat », le candidat lui-même ou le délégataire de gestion.

**1 – Gestion des prestations**

Le candidat devra impérativement fournir les documents types de déclaration de sinistres et un document décrivant son logiciel de gestion spécialisé dans le risque statutaire.

Afin d’apprécier au mieux la qualité de l’offre du candidat, celui-ci s’attachera à fournir un maximum d’informations quant à la prestation proposée. A ce titre, il pourra préciser :

|  |
| --- |
| Les moyens et matériels dédiés à la gestion des sinistres et à la gestion du contrat d’assurance  Le nombre d’actes de gestion réalisés par an  Le candidat doit décrire les moyens informatiques dont il dispose pour gérer le contrat d’assurance  Et toute autre précision utile |

**2 - Assistance juridique**

**2 – 1 Assistance juridique sur la protection sociale des agents de la fonction publique hospitalière**

Le candidat s’engage à fournir à l’établissement une assistance juridique, pour toutes questions relatives à la protection sociale des agents de la fonction publique hospitalière.

Afin d’apprécier au mieux la qualité de l’offre du candidat, celui-ci s’attachera à fournir un maximum d’informations quant à la prestation proposée. A ce titre, il pourra préciser :

|  |
| --- |
| Les moyens et matériels dédiés à l’assistance juridique sur la protection sociale des agents de la fonction publique hospitalière :  Le nombre de questions traitées annuellement,  Le délai moyen de traitement des questions,  Le volume de la base documentaire :  Le service est gratuit : Oui - Non  Si non, préciser le coût :  Et toute autre précision utile (…) |

**2 – 2 Recours**

Le candidat met à la disposition de l’établissement un service qui effectuera les recours contre les tiers responsables, pour tout accident pouvant survenir à l’un de ses agents.

Afin d’apprécier au mieux la qualité de l’offre du candidat, celui-ci s’attachera à fournir un maximum d’informations quant à la prestation proposée. A ce titre, il pourra préciser :

|  |
| --- |
| Les moyens et matériels dédiés au recours,  L’étendue de l’intervention, |
| Le nombre de dossiers traités par an :  Le service est gratuit : Oui - Non  Si non, préciser le coût  Et toute autre précision utile (…) |
|  |

**3 - Statistiques d’absentéisme**

Le candidat s’engage à fournir à l’établissement un ou plusieurs dossiers statistiques lui permettant de connaître l’état de son absentéisme et de le comparer avec les établissements équivalents.

Afin d’apprécier au mieux la qualité de l’offre du candidat, celui-ci s’attachera à fournir un maximum d’informations quant à la prestation proposée. A ce titre, il pourra préciser :

|  |
| --- |
| Les moyens et matériels dédiés aux statistiques,  L’étendue de la prestation :  Les actions mises en place par le candidat pour garantir le secret médical :  Le nombre de dossiers statistiques fournis par an :  Le service est gratuit : Oui - Non  Si non, préciser le coût :  Et toute autre précision utile (…) |

**4 - Réduction du risque maladie ordinaire**

**4 – 1 Contre-Visite / Expertise**

Afin d’apprécier au mieux la qualité de l’offre du candidat, celui-ci s’attachera à fournir un maximum d’informations quant à la prestation proposée. A ce titre, il pourra préciser :

|  |
| --- |
| Les moyens et matériels dédiés aux contre-visites / expertises médicales :  L’étendue de la prestation :  Le nombre de contre-visites / expertises médicales réalisées annuellement :  Le délai moyen de traitement des demandes :  Le service est gratuit : Oui - Non  Si non, préciser le coût :  Et toute autre précision utile (…) |

**4 – 2 Réintégration professionnelle**

Le candidat indiquera avec précision les solutions adaptées aux établissements dont les agents seraient en arrêt de travail en raison de difficultés psychologiques.

Afin d’apprécier au mieux la qualité de l’offre du candidat, celui-ci s’attachera à fournir un maximum d’informations quant à la prestation proposée. A ce titre, il pourra préciser :

|  |
| --- |
| Les moyens et matériels dédiés à la réintégration professionnelle :  Le nombre de contre-visites / expertises médicales réalisées annuellement :  Le délai moyen de traitement des demandes :  Le service est gratuit : Oui - Non  Si non, préciser le coût :  Et toute autre précision utile (…) |

**4 – 3 Maintien dans l’emploi**

Le candidat indiquera avec précision les solutions adaptées aux établissements dont les agents seraient en arrêt de travail en raison d’inaptitude totale ou partielle.

Afin d’apprécier au mieux la qualité de l’offre du candidat, celui-ci s’attachera à fournir un maximum d’informations quant à la prestation proposée. A ce titre, il pourra préciser :

|  |
| --- |
| Les moyens et matériels dédiés au maintien dans l’emploi :  Le nombre de dossiers traités annuellement :  Le service est gratuit : Oui - Non  Si non, préciser le coût :  Et toute autre précision utile (…) |

**5 - Prévention et réduction du risque accident de service**

**5 – 1 Assistance et conseil en hygiène et sécurité**

* Le candidat doit décrire la prestation qu’il propose :

Afin d’apprécier au mieux la qualité de l’offre du candidat, celui-ci s’attachera à fournir un maximum d’informations quant à la prestation proposée. A ce titre, il pourra préciser :

|  |
| --- |
| Les moyens et matériels dédiés à l’assistance et au conseil en hygiène et sécurité :  Le délai moyen de traitement des questions :  Le volume de la base documentaire :  Le nombre de questions traitées par an :  Le service est gratuit : Oui - Non  Si non, préciser le coût :  Donner des exemples de réalisation :  Et toute autre précision utile (…) |

**5 –2 Formation en hygiène, sécurité et gestion des ressources humaines**

* Le candidat doit décrire la prestation qu’il propose :

Afin d’apprécier au mieux la qualité de l’offre du candidat, celui-ci s’attachera à fournir un maximum d’informations quant à la prestation proposée. A ce titre, il pourra préciser :

|  |
| --- |
| Les moyens et matériels dédiés à la formation en hygiène, sécurité et gestion des ressources humaines,  Les thèmes de formation :  Possibilité d’effectuer des formations au sein des établissements appartenant au pouvoir adjudicateur :  Le nombre de jours de formation dispensés au cours de l’année N-1,  Les statistiques :  Le service est gratuit : Oui - Non  Si non, préciser le coût :  Et toute autre précision utile (…) |

**6 - Documents et outils pédagogiques**

* Le candidat doit décrire la prestation qu’il propose :

Afin d’apprécier au mieux la qualité de l’offre du candidat, celui-ci s’attachera à fournir un maximum d’informations quant à la prestation proposée. A ce titre, il pourra préciser :

|  |
| --- |
| Le volume de la documentation :  Le service est gratuit : Oui - Non  Si non, préciser le coût :  Et toute autre précision utile (…) |

**7 – Outils et services informatiques**

* Le candidat devra impérativement fournir un document décrivant tous les outils et services informatiques couvrant le périmètre du présent marché et être en capacité de proposer une démonstration de ces outils sous peine de rejet de l’offre.

A ce titre, le candidat s’attache à fournir un maximum d’informations dans les domaines suivants :

**7 – 1 : Les services associés au contrat**

|  |
| --- |
| Le candidat propose-t-il un outil de gestion des contre-visites et expertises médicales :  OUI - NON  Est-il disponible immédiatement : OUI – NON  Si non, à quelle échéance : |
| Si oui, le candidat indique les fonctionnalités mises à disposition. |
| Le candidat propose-t-il un outil de suivi de gestion des recours contre tiers : OUI – NON  Est-il disponible immédiatement : OUI – NON  Si non, à quelle échéance :  Le candidat propose-t-il le relais d’un médecin conseil et les mesures de secret médical attachés ?  OUI – NON  Si oui, le candidat indique les fonctionnalités mises à disposition :  Le candidat propose-t-il un outil d’aide à la création du document d’évaluation des risques professionnels : OUI – NON  Est-il disponible immédiatement : OUI – NON  Si non, à quelle échéance : |

**7 – 2 : Les outils de pilotage des prestations**

|  |
| --- |
| Le candidat propose-t-il un système expert analyse des arrêts lourds : OUI - NON  Est-il disponible immédiatement : OUI – NON  Si non, à quelle échéance :  Si oui, le candidat indique les fonctionnalités mises à disposition. |
| Le candidat propose-t-il un portail d’informations : OUI – NON  Est-il disponible immédiatement : OUI – NON  Si non, à quelle échéance : |
| Si oui, le candidat indique la nature des informations accessibles et les services opérationnels : |
| Le candidat devra également préciser les moyens mis en œuvre en termes de sécurité.  Le candidat propose un outil de dématérialisation des pièces justificatives des déclarations de sinistre : OUI - NON |

**TITRE IV – Prix du marché**

La tarification, ci-dessous proposée par le candidat, doit inclure les prestations visées aux Titres II et III du présent acte d’engagement.

**Les prix sont proposés ci-dessous par le candidat**

**Article 1 : Tarification**

Agents titulaires et stagiaires affiliés à la C.N.R.A.C.L.

**Taux applicables à la masse salariale pour les années 2024-2025**

**GARANTIES :**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Décès |  | % |
| Accident du travail, sans franchise |  | % |
| Décès + Accident du travail, sans franchise |  | % |
| Décès + Accident du travail+ Congé de Longue maladie + Congé de Longue durée + Maternité, avec franchise de 30 jours fermes par arrêt en cas de maternité |  | % |
| Décès + Accident du travail + Congé de longue maladie + Congé de longue durée + Maternité, avec franchise de 15 jours fermes par arrêt, dans le seul cas de maladie ordinaire et 30 jours fermes par arrêt dans le cas de maternité |  | % |

**Cette proposition s’entend dans le cadre d’un contrat en capitalisation.**

**Le** **candidat devra compléter, sous peine de rejet d’offre, les informations suivantes :**

- L’assureur renonce-t-il à la résiliation pour sinistre ? OUI – NON \*

- Quelle est la durée des indemnisations journalières après résiliation ou au terme du terme du contrat en nombres d’années ?

- Les frais médicaux sont-ils indemnisés à titre viager ? OUI – NON

- Les frais médicaux sont-ils indemnisés après résiliation ou au terme du contrat ?

OUI – NON

- Les rechutes liées à un sinistre ayant pris naissance durant la période d’assurance sont-elles indemnisées après résiliation ou au terme du contrat ? OUI – NON

Si oui, pendant combien de temps ?

\* Merci de rayer la mention inutile

**Variante(s) proposée(s) par le candidat**

#### Article 2 – Paiement

En cas de règlement par mandat administratif, l’établissement se libèrera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant :

* Au compte ouvert au nom de : …………………………
* Sous le numéro : …………………………
* Code banque : …………………………
* Nom de la banque : ………………………… Code guichet : ……………………

##### SIGNATURES

A …………………………..

Le ……………………..

**Le titulaire**

Pour le titulaire, joindre,

le cas échéant, les habilitations requises

A ……………………..

Le …………………

**Le représentant légal de l’Etablissement**

**\* Si l’offre est déposée par un intermédiaire d’assurance, elle devra impérativement être signée par la compagnie d’assurance.**

**Si elle est signée par l’intermédiaire seul, celui-ci devra (sous peine d’irrecevabilité de l’offre) pouvoir produire une attestation de la compagnie le mandatant expressément pour répondre en son nom.**

**FORMULE DE NANTISSEMENT OU DE CESSION DE CREANCE** (1)

Copie certifiée conforme à l’original délivré en unique exemplaire pour être remise à l’établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance consenti conformément à la Loi N° 81-1 du 2 janvier 1981 modifiée, facilitant le crédit aux entreprises.

A ……………………

Le ……………………

Le représentant légal de l’Etablissement (2)

1. à remplir par l’Etablissement en original sur une photocopie
2. date et signatures originales

**Article 3 – Notification au titulaire**

La notification consiste en la remise d’une copie certifiée conforme de la consultation au titulaire.

Cette remise sera effectuée par lettre recommandée avec demande d’avis de réception.

En cas de remise contre récépissé, le titulaire signera la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification

une copie certifiée conforme du présent marché

A ……………………….

Le ………………………

L’acheteur public veillera à joindre à son dossier de consultation un état suffisamment clair de la sinistralité observée sur les trois dernières années.

**Eléments statistiques fournis par l’Etablissement**

***Etablissement*** *:EHPAD « Les Orangers » - 22, rue de l’Hôpital BP50 - 06620 LE BAR SUR LOUP*

*Interlocuteur à contacter pour renseignements complémentaires : Madame Eloïse CLUNIAT*

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| ***effectif***  ***agents***  ***cnracl*** | ***Années*** | | ***Maladie ordinaire*** | | ***Longue maladie/Longue durée*** | | ***Maternité*** | ***Accident du travail*** | | | | ***Décès*** | ***Total indemnisé par l’assureur (€)*** |
| ***Plein***  ***traitement*** | Demi traitement  ***Disponibilité d’office*** | ***Plein***  ***traitement*** | ***Demi traitement***  ***Mi-temps thérapeutique***  ***Disponibilité d’office*** | ***Y compris***  ***Congés pathologiques***  ***et d’adoption*** | ***Plein***  ***traitement*** | ***Mi-temps***  ***thérapeutique*** | | ***Nombre***  ***d’arrêts*** | ***Capitaux***  ***réglés (€)*** |
|  | ***2020*** | *Nombre*  *de jours d’arrêt\** |  |  | *362* | *278* | *0* | *84* |  | | *7* | *Nb de décès*  *0* | *731* |
|  | *Montants remboursés par l’assureur hors provisions mathématiques (€)* |  | | *31 867, 95 €* | | */* | *Indemnités Journalières*  *4 550,35 €* | | *Frais Médicaux*  *€* | | *€* | *36 418, 30€* |
| ***Risques assurés en   :*** *Décès Accident du travail - avec une franchise de : 0 jours LM / LD Maternité - avec une franchise de : 30 jours Charges patronales assurées Non Oui 30%* | | | | | | | | | | | | | | |

*\*S’agit-il de : Jours calendaires Jours ouvrés*

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| ***effectif***  ***agents***  ***cnracl*** | ***Années*** | | ***Maladie ordinaire*** | | ***Longue maladie/Longue durée*** | | ***Maternité*** | ***Accident du travail*** | | | | ***Décès*** | ***Total indemnisé par l’assureur (€)*** |
| ***Plein***  ***traitement*** | Demi traitement  ***Disponibilité d’office*** | ***Plein***  ***traitement*** | ***Demi traitement***  ***Mi-temps thérapeutique***  ***Disponibilité d’office*** | ***Y compris***  ***Congés pathologiques***  ***et d’adoption*** | ***Plein***  ***traitement*** | ***Mi-temps***  ***thérapeutique*** | | ***Nombre***  ***d’arrêts*** | ***Capitaux***  ***réglés (€)*** |
|  | ***2021*** | *Nombre*  *de jours d’arrêt\** |  |  | *365* |  | *120* | *116* |  | | *3* | *Nb de décès*  *0* | *601* |
|  | *Montants remboursés par l’assureur hors provisions mathématiques (€)* |  | | *25 375, 63€* | | *7 585, 09 €* | *Indemnités Journalières*  *6 600.85 €* | | *Frais Médicaux*  *874.69* | |  | *40 436,27€* |
| ***Risques assurés en   :*** *Décès Accident du travail - avec une franchise de : 0 jours LM / LD Maternité - avec une franchise de : 30 jours Charges patronales assurées Non Oui 30%* | | | | | | | | | | | | | |

*\*S’agit-il de : Jours calendaires Jours ouvrés*

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| ***effectif***  ***agents***  ***cnracl*** | ***Années*** | | ***Maladie ordinaire*** | | ***Longue maladie/Longue durée*** | | ***Maternité*** | ***Accident du travail*** | | | | ***Décès*** | ***Total indemnisé par l’assureur (€)*** |
| ***Plein***  ***traitement*** | Demi traitement  ***Disponibilité d’office*** | ***Plein***  ***traitement*** | ***Demi traitement***  ***Mi-temps thérapeutique***  ***Disponibilité d’office*** | ***Y compris***  ***Congés pathologiques***  ***et d’adoption*** | ***Plein***  ***traitement*** | ***Mi-temps***  ***thérapeutique*** | | ***Nombre***  ***d’arrêts*** | ***Capitaux***  ***réglés (€)*** |
|  | ***2022*** | *Nombre*  *de jours d’arrêt\** |  | *94* | *271* |  | *0* | *454* |  | | *8* | *Nb de décès*  *0* | *819* |
|  | *Montants remboursés par l’assureur hors provisions mathématiques (€)* |  | | *15 434,76€* | | *€* | *Indemnités Journalières*  *31 769, 50€* | | *Frais Médicaux*  *3 603,34€* | |  | *50 807, 40€* |
| ***Risques assurés en   :*** *Décès Accident du travail - avec une franchise de : 0 jours LM / LD Maternité - avec une franchise de : 30 jours Charges patronales assurées Non Oui 30%* | | | | | | | | | | | | | |

*\*S’agit-il de : Jours calendaires Jours ouvrés*

**CONDITIONS ACTUELLES DU CONTRAT 2024-2025**

*◼ Masse salariale assurée*

***Comprenant :***

*Traitement indiciaire brut* *NBI*

*CTI*

*Supplément familial* *Indemnité de résidence*

*Indemnités accessoires ou primes (à préciser)*

*Charges patronales (30%)*

*◼ L’Etablissement est-il assuré ?* *Oui* *Non*

*Si oui, quelles obligations statutaires sont assurées :*

*Décès*

*Accident du travail - sans franchise*

*CLM /CLD*

*Maternité - avec une franchise de 30 jours*

*Maladie ordinaire - avec une franchise de 15 jours* *Continus* *Cumulés*

*Compagnie d’assurance actuelle : GRAS SAVOYE*

*Régime du contrat :* *Répartition* *Capitalisation*

*Préavis de résiliation : 3 mois*

*Taux de cotisation : 7,19 %*